



TRIBUNE

Pour des états généraux des écrivains de théâtre

Par [Arnaud Meunier](#), metteur en scène, directeur de la Comédie de Saint-Etienne



«La piqûre de mystique» de l'auteur espagnol Angélica LIDDELL. Photo Samuel RUBIO

Face à la frilosité des metteurs en scène qui n'osent pas monter des pièces inédites, il est urgent de rendre plus visibles le foisonnement et l'énergie des nouveaux auteurs dramatiques.

«A-t-on encore besoin des auteurs ?» : ce titre volontairement provocateur, comme les affectionne *Libération*, a été, le [12 janvier](#), la goutte d'eau qui a fait déborder le vase déjà bien plein d'un dénigrement systémique et presque institutionnel de nos écrivain-e-s dramatiques en France. Pour beaucoup d'entre nous, attaché-e-s aux textes de théâtre et aux écritures d'aujourd'hui, il y a un fort décalage entre la diversité et la richesse liées à un renouvellement générationnel important (à l'image de la Coopérative d'écriture, du Collectif Traverse, de la formation écriture de l'Ensatt et de l'École du Nord, du passage au théâtre d'auteurs de roman ou de l'avènement de talents étrangers) qui génère un foisonnement de nouvelles pièces avec des dramaturgies innovantes, doublé d'auteurs reconnus beaucoup traduits à l'étranger et une apparente «ringardisation», trop communément admise, du texte écrit avant les répétitions.

Les metteur-e-s en scène sont sûrement à blâmer. Ils représentent l'essentiel des porteurs de projet en France et peu se risquent sur les nouveaux auteurs et osent créer des pièces inédites. Pour cette même raison, les auteurs-metteurs en scène (Olivier Py, Joël Pommerat, Pascal Rambert, Wajdi Mouawad, Rodrigo García, Hubert Colas...) jouissent d'un rayonnement et d'une popularité bien plus importants que leurs confrères qui cherchent désespérément celui ou celle qui saura porter au plateau leurs mots et leurs poèmes.

Mais pourquoi tant de frilosité ? Les raisons sont bien sûr avant tout économiques. Les metteur·e·s en scène savent, à raison, que le montage de production d'un texte nouveau sera beaucoup plus dur à réaliser, que la tournée sera bien plus courte, que les «décideurs» dans leur ensemble seront bien plus craintifs, etc. C'est la raison pour laquelle le soutien à la «filière texte» doit constamment faire l'objet d'une politique publique active pour encourager la prise de risques et progressivement constituer l'émergence des classiques de demain. Or, à de rares exceptions près, c'est tout le contraire qui s'est mis en place depuis une quinzaine d'années. Le sauvetage annoncé de Théâtre ouvert à Paris par la mise en danger du Tarmac laisse pantois ; la fragile situation de Montévidéo à Marseille inquiète... Les dispositifs d'aide aux auteurs sont très anciens et peu questionnés. Ils reproduisent des schémas aujourd'hui vétustes et déconnectés de la réalité de l'économie du spectacle.

Au nom de la «rationalisation», le ministère de la Culture a fusionné le Centre national du théâtre avec les Arts du cirque et de la rue, satellisant par là même, la question du texte... Au nom du rayonnement des créations françaises à l'étranger, on a expliqué que le texte était un obstacle. Au nom de la pluridisciplinarité, puis de la transdisciplinarité, on a théorisé que le texte freinait la créativité et la liberté artistique. Par manque de volonté politique, on a peu à peu abandonné le travail toujours nécessaire de sensibilisation des enseignants de manière générale, des professeurs de théâtre en particulier. Ici, comme ailleurs (on pourrait comparer cette situation à la place de plus en plus fragile du cinéma d'auteur), on laisse le marché décider. Et, bien entendu, le marché favorisera toujours les effets de mode et les gestes patrimoniaux.

Bref, il est urgent de constater qu'il y a un réel impensé sur la place des textes de théâtre aujourd'hui et de celles et ceux qui les écrivent. Les chantiers (et les initiatives) sont nombreux et ne manquent pas : comment sensibiliser les jeunes artistes aux nouvelles écritures ? Comment favoriser la circulation et la mise en production des pièces repérées par les différents Comités de lecture ? Comment multiplier les espaces de laboratoire et de rencontres notamment entre les metteur·e·s en scène et les écrivain·e·s de théâtre ? Comment encourager les commandes d'écriture et mieux rémunérer le travail des auteurs ? Quels dispositifs vertueux pour les producteurs de pièces nouvelles ? L'Etat, depuis trop longtemps, semble aux abonnés absents sur ces sujets. Les Collectivités avancent en ordre dispersé. Les Sociétés d'auteurs semblent plus en dialogue avec les théâtres privés qu'avec les théâtres publics et paraissent ignorer ce qui se passe dans les Centres dramatiques...

Dans mon quotidien à la Comédie de Saint-Etienne, je ne peux que me réjouir de la vitalité et du renouveau de l'écriture dramatique. Elle est complémentaire des écritures de plateau, et je ne crois nullement à la fatalité d'un lent déclin, ni à une hostilité de la part de la jeune génération d'artistes. Mais il est temps de mettre autour d'une table les différents décideurs. J'appelle de mes vœux l'organisation d'états généraux des écrivain·e·s de théâtre qui les réuniraient avec les pouvoirs publics, les éditeurs et les professionnels qui ont à cœur de partager leur goût et leur passion avec tous les publics. Ce foisonnement et cette énergie dont je vous parle, il est sans doute temps de la rendre plus visible et de lui donner les moyens de son développement.

[Arnaud Meunier metteur en scène, directeur de la Comédie de Saint-Etienne](#)